

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CAISSE CENTRALE DU CREDIT MUTUEL

Société anonyme coopérative à capital variable de 577 657 608 €
Siège social : 46, rue du Bastion, 75017 Paris
632 049 052 R.C.S. Paris

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2024

I. – Bilan au 31 décembre 2023

(en milliers d'euros)

Actif (En milliers d'euros)	Notes	2023 31 décembre	2022 31 décembre
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	3	6 978 543	6 749 642
Effets publics et valeur assimilées	2	892 580	728 399
Créances sur les établissements de crédit	3	392 878	1 413 907
Opérations avec la clientèle	4	2 897	3 378
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	961 882	464 978
Actions et autres titres à revenu variable	6	367	367
Participations et autres titres détenus à long terme	7	153 391	129 476
Parts dans les entreprises liées	8	341	341
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Immobilisations incorporelles	9		
Immobilisations corporelles	10	13 001	10 213
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	11	63 954	19 030
Comptes de régularisation	12	15 366	6 500
Total de l'actif		9 475 200	9 526 231
Hors-bilan	Notes	2023 31 décembre	2022 31 décembre
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements en faveur de la clientèle		214 286	214 286
Engagements de garantie			
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		35 194	43 109
Engagements sur titres			
Passif (En milliers d'euros)	Notes	2023 31 décembre	2022 31 décembre
Banques centrales, C.C.P.			
Dettes envers les établissements de crédit	13	8 126 591	8 147 809
Opérations avec la clientèle	14	29 375	23 693
Dettes représentées par un titre	15	293 295	345 013
Autres passifs	16	90 480	113 668
Comptes de régularisation	17	20 009	6 205
Provisions	18	9	
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux	19	41 059	41 059
Capitaux propres	19	874 382	848 784
- Capital souscrit		591 874	577 658
- Primes d'émission			
- Réserves		232 452	227 868
- Ecart de réévaluation			
- Provisions réglementées		1 412	1 489
- Report à nouveau		22 969	11 209
- Résultat de l'exercice		25 675	30 560
Total du passif		9 475 200	9 526 231
Hors-bilan	Notes	2023 31 décembre	2022 31 décembre
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements reçus des Banques centrales		149 215	146 191
Engagements de garantie			
Engagements reçus d'établissements de crédit		35 194	40 000

Engagements sur titres			
II. – Compte de résultat			
en milliers d'euros	Notes	Exercice 2023	Exercice 2022
+ Intérêts et produits assimilés	26	261 055	20 435
- Intérêts et charges assimilées	27	-218 739	-5 761
+ Revenus des titres à revenu variable	28	5 857	11 512
+ Commissions (produits)	29	10	1
- Commissions (charges)	30	-109	-92
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	31		1
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	32		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	33	4	5
- Autres charges d'exploitation bancaire	34		-1
= Produit Net Bancaire		48 078	26 100
- Charges de personnel	35	-1 169	-1 224
- Autres charges administratives		-12 660	-13 426
- Dotations aux amortissements		-109	-109
= Charges de fonctionnement		-13 938	-14 759
= Résultat Brut d'Exploitation		34 140	11 341
+/- Coût du risque	36		
= Résultat d'Exploitation		34 140	11 341
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	37		21 689
= Résultat Courant		34 140	33 030
+/- Résultat exceptionnel			
+ Impôts sur les bénéfices	38	-8 542	-2 547
+/- Dotations/reprises de FRBG			
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées		77	77
= Résultat Net		25 675	30 560

III. -- Annexe aux états financiers

La Caisse Centrale du Crédit Mutuel (ci-après la CCCM), organisme financier national du Crédit Mutuel, est affiliée à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel. Établissement de crédit doté du statut de Société Anonyme Coopérative à Capital Variable, son capital est détenu par l'ensemble des Caisses fédérales de Crédit Mutuel.

La Caisse Centrale du Crédit Mutuel est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel et par mise en équivalence dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale et du Crédit Mutuel Arkea.

Certaines lignes des états financiers sont présentées dans l'annexe en détaillant la part des opérations avec le réseau lorsqu'elles présentent un caractère significatif. Il s'agit d'opérations réalisées avec les Caisses fédérales de Crédit Mutuel.

Événements post-clôture

La CCCM n'a pas comptabilisé d'événement postérieur à la clôture.

Note 1 : Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation

Les comptes sociaux sont établis conformément aux principes comptables généraux et au règlement ANC 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, modifié par le règlement n° 2020-10.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

1.1 Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations des instruments de dette et des instruments de capitaux propres,
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels,
- de la détermination des provisions dont les engagements au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs sociaux,
- des valorisations d'instruments financiers non cotés sur un marché organisé.

1.2 Traitement des changements de méthode comptable

Les changements de méthode comptable sont appliqués de façon rétrospective, c'est à dire comme si ce principe avait toujours été appliqué. L'impact de première application est imputé sur les capitaux propres au 1er janvier, corrigeant le bilan d'ouverture. Lorsque des changements de méthode ont été effectués, des comptes proforma des exercices antérieurs présentés sont établis selon la nouvelle méthode.

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable au cours de l'exercice 2023.

1.3 Réserve obligatoire et Tiering

La constitution des réserves obligatoires, est régie par le Règlement (UE) 2021/378 de la Banque Centrale Européenne.

Depuis le 29 janvier 2020, la CCCM centralise, pour le périmètre affilié du groupe, l'ensemble des réserves obligatoires et du Tiering (jusqu'à sa suppression le 14 septembre 2022). Des affiliés continuent à déposer leurs excédents de trésorerie sur leurs comptes à la CCCM, qui les remet en banque centrale sous forme de dépôts 24H. Cette centralisation représente 2 948 M€ au 31 décembre 2023.

1.4 Créances et risque de crédit

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à la valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Dans le cadre du suivi du risque de crédit, les créances sont classées en encours sains, encours douteux et encours douteux compromis.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation interne du risque de crédit du groupe Crédit Mutuel. Ce dernier considère la probabilité de défaut de la contrepartie via une note interne et le taux de perte fonction de la nature de l'exposition. L'échelle des notes internes comprend douze niveaux dont neuf pour les contreparties saines et trois pour les contreparties douteuses.

Déclassement des créances

Le système de déclassement en encours douteux est conforme au règlement ANC n°2014 -07, selon lequel les créances de toute nature sont déclassées dans les situations suivantes en créances douteuses :

- en cas de constatation d'impayés depuis plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales, de plus de six mois pour les crédits aux acquéreurs de logement, de plus de trois mois pour les autres concours,
- lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures de surendettement, de redressement, de liquidation judiciaire, faillite, etc.),
- lorsque la créance indépendamment de l'existence de tout impayé, présente d'autres risques de non recouvrement total ou partiel.

En effet, les traitements de passage en douteux, provisionnement et retour en sain de la clientèle sont automatisés en cohérence avec les règles prudentielles, (Règlement délégué de l'UE 2018/171) et aux orientations d'application EBA/GL/2016/07 de l'Autorité bancaire européenne (ABE). Ainsi :

- l'analyse du défaut (i.e. le fait générateur du déclassement de la créance) est effectuée quotidiennement, au niveau de l'ensemble des engagements d'un emprunteur, l'appréciation du défaut étant déterminée par emprunteur ou groupe d'emprunteurs ayant un engagement commun,
- le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'arriérés consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteurs,
- le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe, la période probatoire minimale est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés et de douze mois pour les crédits restructurés.

Dépréciation au risque des pertes de crédit avérées

Les créances douteuses font l'objet de dépréciations individualisées créance par créance enregistrées en coût du risque. Les intérêts sur créances douteuses non réglés et inscrits au compte de résultat sont couverts par des dépréciations à hauteur de l'intégralité du montant comptabilisé. Les dotations ou reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties se rapportant à des intérêts sur créances douteuses sont enregistrées au poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat. Le principal de la créance est provisionné selon l'estimation la plus probable de la dépréciation, conformément aux principes généraux de prudence. Le calcul de la dépréciation tient compte de la valeur de réalisation des garanties personnelles ou réelles liées à la créance.

La dépréciation constituée couvre la perte prévisionnelle actualisée au taux d'intérêt d'origine du crédit. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux, déduction faite des flux déjà encaissés, et les flux prévisionnels de recouvrement. La détermination des flux de recouvrement repose notamment sur des statistiques qui permettent d'estimer les séries de recouvrement moyennes dans le temps à partir de la date de déclassement du crédit. Une reprise de dépréciation du fait du passage du temps est enregistrée en produit net bancaire. Les encours douteux pour lesquels la échéance du terme a été prononcée ou qui sont classés depuis plus d'un an en créances douteuses (sauf à démontrer formellement l'existence et la validité de garanties couvrant la totalité des risques), sont spécifiquement identifiés dans la catégorie « encours douteux compromis ».

Les intérêts sur encours douteux compromis entrent dans la base de calcul de dépréciation des pertes probables avérées (art 2221 -9). La provision vient en moins de l'actif pour la dépréciation des prêts et au passif parmi les provisions pour risques pour les engagements de financement et de garantie.

Les encours de crédit de la CCCM ne présentant pas de preuve objective de dépréciation, il n'y a pas de provision enregistrée dans les comptes de la CCCM au 31 décembre 2023.

Crédits restructurés

L'article 2221 -5 du règlement ANC précité prescrit un traitement spécifique de certains encours restructurés. Les encours douteux redevenus sains à la suite d'une restructuration à des conditions hors marché sont isolés dans une catégorie spécifique. Dans cette hypothèse, les abandons de principal ou d'intérêts, échus ou courus, ainsi que les écarts d'intérêts futurs, sont immédiatement constatés en perte, puis réintégrés au fur et à mesure de l'amortissement du prêt. Le nombre de prêts concernés et les montants en cause sont faibles et le calcul d'une décote serait sans impact significatif sur les états financiers de l'exercice. L'impossibilité de recouvrer toute ou partie de la ou des créances douteuses entraîne le passage en perte. L'absence de possibilité de recouvrement résulte principalement :

- de l'attestation d'irrécouvrabilité délivrée par la société de recouvrement comportant les motifs de l'échec,
- de l'absence de solvabilité du ou des débiteurs des créances du dossier, constatée après que toutes les procédures internes du service contentieux ont été mises en œuvre,
- d'un jugement défavorable à la banque entraînant l'impossibilité de poursuivre le recouvrement de ses créances ou d'une décision de justice ordonnant l'effacement des dettes,
- d'un plan de surendettement incluant un abandon partiel de créance.

1.5 Opérations sur titres

Les postes du bilan :

- « Effets publics et valeurs assimilées »,
- « Obligations et autres titres à revenu fixe »,
- « Actions et autres titres à revenu variable ».

enregistrent des titres de transaction, de placement et d'investissement, selon leur nature.

Cette classification résulte de l'application du règlement ANC 2014-07, qui prescrit la ventilation des titres en fonction de leur destination.

Titres de transaction

La Caisse Centrale ne détient pas de titres de transaction. Pour rappel, il s'agit de titres qui, à l'origine, sont soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou racheter à court terme soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché. Les titres de transaction sont enregistrés à la date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. À chaque arrêté comptable, les titres détenus sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat en produits ou en charges.

Titres de placement

Il s'agit de titres qui, ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation ou parts dans les entreprises liées. Les titres de placement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur la durée résiduelle des titres.

A chaque arrêté comptable, chaque ligne de titres fait l'objet séparément d'une estimation et, pour les obligations, les titres sont regroupés par ensembles homogènes. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur probable de négociation, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente, ce calcul étant effectué valeur par valeur ou par ensemble homogène. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et il n'y a pas de compensation entre les plus et moins-values latentes. La valeur probable de négociation est, pour les actions cotées à Paris, le cours moyen du dernier mois et pour les actions cotées à l'étranger et les obligations, le cours le plus récent du dernier mois. Les titres non cotés, sont estimés à partir de techniques de valorisations couramment utilisés par les intervenants de marché sur base individuelle.

Titres d'investissement

Sont classée dans ce portefeuille les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « titres de transaction » ou de la catégorie « titres de placement » avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, en disposant des capacités de détention à terme nécessaires (notamment financières et juridiques).

L'écart constaté entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalé sur la durée de vie du titre. Ces titres peuvent faire l'objet d'une couverture en ressources ou en taux.

Les moins-values latentes ne font pas l'objet de dépréciations, sauf s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de l'activité de portefeuille

Ces titres proviennent d'investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le fonds de commerce ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Ces investissements sont réalisés dans le cadre de structures dédiées, de manière significative et permanente et la rentabilité provient essentiellement de la réalisation de plus-values de cession.

Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition. À la clôture de l'exercice, chaque ligne de titre fait l'objet séparément d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les titres cotés, la moyenne des cours de bourse sur une période suffisamment longue peut être retenue.

Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué ou de fusions et opérations assimilées. Les frais d'acquisition sont soit rattachés au prix d'acquisition des titres, soit comptabilisés directement en charges, sous réserve du respect des dispositions de l'article 2371-2 du présent règlement. À la clôture de l'exercice, chaque ligne de titre fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. La valeur d'utilité peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de bourse des derniers mois.

Critères et règles de déclassement

En cas de modification d'intention ou de capacité de détention, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité et aux règles de transfert, les titres peuvent être déclassés. En cas de transfert, les titres font l'objet à la date du transfert, et préalablement à celui-ci, d'une évaluation selon les règles de la catégorie d'origine. Ils sont transférés dans la catégorie « titres de placement » à cette valeur comptable.

Le reclassement hors de la catégorie des titres de transaction, vers les catégories des titres d'investissement et des titres de placement est possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie,
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif, et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

1.6 Opérations sur instruments à terme de taux d'intérêt

La Caisse Centrale n'enregistre que des opérations de couverture.

Opérations sur les marchés de gré à gré

Sont notamment concernés les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises, les contrats de taux futur (FRA), les contrats optionnels (cap, floor...).

Les opérations sont affectées dès leur origine dans les différents portefeuilles (position ouverte, micro-couverture, gestion globale du bilan et hors-bilan, gestion spécialisée).

En application du règlement ANC 2014-07, la banque est susceptible de constituer trois portefeuilles distincts enregistrant les contrats selon qu'ils ont pour objet de maintenir des positions ouvertes et isolées (a), de couvrir le risque de taux d'un élément isolé ou d'un ensemble d'éléments homogènes (b), ou de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (d). Il n'existe pas de portefeuille de contrats d'échange destinés à couvrir le risque global de taux, dit portefeuille de catégorie (c).

En application du règlement ANC 2014-07, la banque est susceptible de constituer trois portefeuilles distincts enregistrant les contrats selon qu'ils ont pour objet de maintenir des positions ouvertes et isolées (a).

Dans ces conditions, les transferts d'un portefeuille à l'autre ne sont possibles que du :

- portefeuille (a) vers le portefeuille (b),
- portefeuille (b) vers les portefeuilles (a) ou (d),
- portefeuille (d) vers le portefeuille (b).

Les contrats sont inscrits à leur valeur nominale au hors-bilan. La valeur de marché retenue pour les contrats d'échange dits de transaction est issue de l'application de la méthode d'actualisation des flux futurs avec une courbe de taux zéro coupon. La branche à taux fixe est estimée à partir des différentes échéances actualisées en

fonction de la courbe de taux, alors que la valeur actuelle de la branche à taux variable est estimée à partir de la valeur du coupon en cours majoré du nominal. La valeur de marché résulte de la comparaison de ces deux valeurs actualisées, après prise en compte du risque de contrepartie et des frais de gestion futurs.

Les soultes éventuellement perçues ou versées lors de la conclusion d'un contrat d'échange sont constatées au compte de résultat prorata temporis sur la durée du contrat. En cas de résiliation anticipée d'un contrat, la soulte perçue ou versée est immédiatement constatée en résultat, sauf lorsque le contrat a été initié dans le cadre d'une opération de couverture. La soulte est alors rapportée au compte de résultat en fonction de la durée de vie de l'élément initialement couvert.

Afin de mesurer et de suivre les risques encourus en raison de ces opérations, des limites globales de sensibilité incluant les contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises sont fixées par activité. Ces positions font l'objet d'une information régulière à l'organe exécutif de la banque, pris au sens de l'article L 511 -13 du Code monétaire et financier.

1.7 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti c'est à dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien. Il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Les immobilisations ayant une durée d'utilité non définie sont non amortissables. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les immeubles, amortis par composants, sont décomposés en trois éléments : le gros œuvre, les équipements et les aménagements et installations amortis respectivement sur : 60, 20 et 10 ans. Les durées d'amortissement retenues pour les immobilisations corporelles immeubles sont de 3, 5 ou 10 ans.

Les immobilisations incorporelles sont uniquement composées de logiciels et sont amorties sur 1 an.

1.8 Provisions

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges correspondantes.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

1.9 Actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêt. Les gains ou pertes de change latent résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

Cependant, les écarts de conversion des titres d'investissement et des titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros ne sont pas enregistrés en compte de résultat. Toutefois, si les titres doivent faire l'objet d'une cession ou d'un remboursement, une provision est constituée à hauteur de la perte de change latente.

1.10 Fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) a été créé par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

1.11 Intérêts et commissions

Les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement à l'exception des commissions relatives aux opérations financières qui sont enregistrées dès la clôture de l'émission ou dès leur facturation.

Les intérêts des créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés en produits.

Les commissions comprennent les produits d'exploitation bancaire rétribuant les services fournis à des tiers, à l'exception de ceux ayant une nature d'intérêt, c'est à dire calculés en fonction de la durée et du montant de la créance ou de l'engagement donné.

1.12 Engagements de retraite, indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail

La comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires sont conformes à la recommandation n° 2013-02 de l'ANC.

Les futures indemnités de fin de carrière et primes à verser pour l'attribution de médailles de travail sont intégralement couvertes par des contrats d'assurance. Les primes versées annuellement prennent en compte les droits acquis au 31 décembre de chaque exercice, pondérés par des coefficients de rotation et de probabilité de survie du personnel.

Sont notamment pris en compte, la mortalité, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les engagements correspondants aux droits acquis par les salariés au 31 décembre sont intégralement couverts par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurance. Les indemnités de fin de carrière et primes de médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursements par l'assureur.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui a atteint son 62ème anniversaire.

1.13 Impôt et taxes

Les impôts et taxes sont comptabilisés en charge de l'exercice à la naissance de la dette.

1.14 Implantation dans les États ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les États ou territoires visés par le premier alinéa de l'article L.511-45 du Code monétaire et financier.

Informations sur les postes de bilan, du hors-bilan et du compte de résultat

Note 2 - Effets publics et valeur assimilées

(En milliers d'euros)	31.12.2023				31.12.2022			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus			889 546	889 546			726 195	726 195
Créances rattachées			3 034	3 034			2 204	2 204
Montant brut			892 580	892 580			728 399	728 399
Dépréciations			-	-			-	-
Montant net			892 580	892 580			728 399	728 399
Plus-values latentes								

Aucun transfert entre portefeuille n'a eu lieu durant l'exercice 2023.

Il n'a pas été cédé de titre d'investissement avant leur échéance.

Note 3 - Créances sur les établissements de crédit et les Banques Centrales

(En milliers d'euros)	31.12.2023		31.12.2022	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	43 233		994 431	
Prêts, valeurs reçues en pension (1)	6 976 991	343 249	6 749 142	418 385
Créances rattachées	1 552	6 396	500	1 091
Total	7 021 776	349 645	7 744 073	419 476
Total des Créances sur les établissements de crédit et Banques Centrales (1)		7 371 421		8 163 549
dont Banques Centrales (1)	6 978 543		6 749 642	
dont prêts subordonnés		-		-

Le total des créances sur établissements de crédit comprend 392 877 K€ d'opérations avec le réseau.

Note 4 - Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
Autres concours		
- Autres crédits à l'équipement	2 883	3 361
- Titres reçus en pension livrée	-	-
- Créances rattachées	14	17
Total	2 897	3 378

Il n'existe pas de crédits restructurés à des conditions hors marchés parmi les encours sains.

Note 5 - Obligations & autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros)	31.12.2023				31.12.2022			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus cotés			952 388	952 388			463 066	463 066
Créances rattachées			9 494	9 494			1 912	1 912
Créances douteuses			-	-			-	-
Montant brut			961 882	961 882			464 978	464 978
Dépréciations			-	-			-	-
Provisions			-	-			-	-
Montant net			961 882	961 882			464 978	464 978
dont titres émis par des organismes publics			173 267	173 267			69 553	69 553

Note 6 - Actions & autres titres à revenu variable

(En milliers d'euros)	31.12.2023				31.12.2022			
	Transaction	Placement	Titres de l'Activité de portefeuille	Total	Transaction	Placement	Titres de l'Activité de portefeuille	Total
Titres détenus cotés								

Titres détenus non cotés		367		367		367		367
Créances rattachées		-		-		-		-
Montant brut		367		367		367		367
Dépréciations		-		-		-		-
Total		367		367		367		367
Plus-values latentes		133		133		186		186

Aucun transfert entre portefeuille n'a eu lieu durant l'exercice 2023.

Note 7 - Titres de participation et autres titres détenus à long terme

(En milliers d'euros)	31.12.2022	Acquisitions	Cessions	Dotations	Reprises	Transferts Reclassement	Autres variations	31.12.2023
<u>Autres titres détenus à long terme</u>								
- cotés	-		-					-
- non cotés	69 463		-3			-65 220		4 240
<u>Titres de participation</u>								
- cotés	-		-		-			-
- non cotés	60 013	23 918			-	65 220		149 151
Montant brut	129 476		-3					153 391
<u>Dépréciations</u>								
- titres cotés	-				-			-
- titres non cotés	-							-
Sous-total								
Montant net	129 476		-3					153 391

Note 8 - Parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros)	31.12.2022	Acquisitions	Cessions	Dotations	Reprises	Transferts Reclassement	Autres variations	31.12.2023
Valeur brute	250							250
Créances rattachées	91							91
Dépréciations	-							-
Montant net	341							341
Valeur brute comptable des titres dans les établissements de crédit	-							-
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées cotées	-							-
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées non cotées	341							341

Opérations avec les entreprises liées

(En milliers d'euros)	31.12.2023		31.12.2022	
	Entreprises liées		Entreprises liées	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné
Actif				
Créances sur établissements de crédit	392 877		1 413 902	
Créances sur la clientèle	2 897		3 378	
Obligations et autres titres à revenu fixe	-		-	
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	8 063 146		8 084 576	
Comptes créditeurs de la clientèle	29 375		23 693	
Dettes représentées par un titre	-		-	
Hors-bilan				
<u>Engagements donnés</u>				
Etablissements de crédit	-		-	
Clientèle	-		-	
<u>Engagements reçus</u>				
Etablissements de crédit	35 194		40 000	
Clientèle	-		-	

Les opérations avec les entreprises pour lesquelles il existe un lien de participation ne sont pas significatives.

Opérations avec les parties liées

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par la société dans ses rapports avec les tiers de sorte que le bénéficiaire de la transaction n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions consenties à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions en usage dans les sociétés du même secteur.

Note 9 - Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	31.12.2022	Acquisitions	Cessions	Dotations Amortissements	Reprises Amortissements	Transferts Reclassement	Autres variations	31.12.2023
Valeur brute								
Montant brut								
Amortissements								
Montant des amortissements								
Montant net								

Ce poste n'a fait l'objet d'aucune acquisition durant l'exercice 2023. Il en a été de même pour l'exercice 2022.

Note 10 - Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	31.12.2022	Acquisitions	Cessions	Dotations Amortissements	Reprises Amortissements	Transferts Reclassement	Autres variations	31.12.2023
<u>Valeur brute</u>								
. Terrains d'exploitation	1 178	-						1 178
. Constructions d'exploitation	6 601	-						6 601
. Autres immobilisations corporelles	7 437	2 898						10 335
Montant brut	15 216	2 898	-	-	-	-	-	18 114
<u>Amortissements</u>								
. Terrains d'exploitation	-							-
. Constructions d'exploitation	-4 979	-		-97				-5 076
. Autres immobilisations corporelles	-24	-		-13				-37
Montant des amortissements	-5 003	-	-	-110	-	-	-	-5 113
Montant net	10 213	2 898	-	-110	-	-	-	13 001

Note 11 - Autres actifs

(En milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
Débiteurs et créiteurs divers	63 834	19 013
Créances et dettes rattachées	120	17
Dépréciations	-	-
Total	63 954	19 030

Les débiteurs divers s'élèvent à 63 834 K€ et comprennent notamment :

- Dépôts de Garantie Dérivés	58 490 K€
- Dépôts de Garantie FRU	2 858 K€
- Fonds garantie des financements bancaires (BPI)	65 K€
- Ecritures en Instance d'Imputation	2 417 K€
- Créances Fiscales & Sociales	4 K€

Note 12 - Comptes de régularisation

(En milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
Comptes d'encaissement	-	-
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	7 982	2 336
Autres comptes de régularisation	7 384	4 164
Total	15 366	6 500

Note 13 - Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2023		31.12.2022	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	263 619		129 190	
Comptes à terme		7 862 860		8 018 534
Dettes rattachées		112		85
Total	263 619	7 862 972	129 190	8 018 619
Total des dettes envers les établissements de crédit		8 126 591		8 147 809

Le total des dettes envers les établissements de crédit comprend 8 060 723 K€ d'opérations avec le réseau, 63 105 K€ Crédit Logement Paris, 2 423 K€ BFCM, 158 K€ SOGAMA et 182 K€ virement émis dénoué janvier 2024.

Note 14 - Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)	31.12.2023		31.12.2022	
	A vue	A terme	A vue	A terme

Comptes ordinaires débiteurs	29 375		23 693	
Titres donnés en pension livrée	-		-	
Dettes rattachées	-		-	
Total - Autres dettes	29 375		23 693	
Total des comptes créditeurs de la clientèle à vue et à terme	29 375		23 693	

Note 15 - Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	287 000	344 000
Dettes rattachées	6 295	1 013
Total	293 295	345 013

Note 16 - Autres passifs

(En milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
Dettes représentatives des titres empruntés	597	597
Débiteurs et créditeurs divers	89 617	112 938
Créances et dettes rattachées	266	133
Dépréciations		
Total	90 480	113 668

Les créiteurs divers s'élèvent à 89 617 K€ et comprennent notamment :

- Dépôts de Garantie Dérivés	83 220 K€
- Dettes Fiscales & Sociales	6 397 K€

Note 17 - Comptes de régularisation

(En milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	11 448	2 974
Autres comptes de régularisation	8 561	3 231
Total	20 009	6 205

Note 18 – Provisions

(En milliers d'euros)	31.12.2022	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.2023
Provisions pour risques de contrepartie					
Provisions pour pertes sur instruments financiers à terme					
Provisions pour risques et charges sur épargne logement					
Provisions sur filiales et participations					
Provisions pour risques et charges hors risques de contrepartie					
- provisions pour charges de retraite					
- provisions pour litiges					
- autres provisions pour risques et charges (1)	-	9			9
Total	-	9	-	-	9

(1) Hors clientèle

Note 19 - Capitaux propres et FRBG

(En milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves (1)	Écarts de réévaluation	Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	Fonds pour risques bancaires généraux
Solde au 01.01.2022	362 657		226 391		1 566	2 838	9 848	603 300	41 059
Résultat de l'exercice							30 560	30 560	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			1 477			8 371	-9 848	-	
Distribution de dividendes								-	
Augmentation de capital	215 000							215 000	
Incidence des réévaluations								-	
Autres variations					-77			-77	
Solde au 31.12.2022	577 658		227 868		1 489	11 209	30 560	848 784	41 059
Solde au 01.01.2023	577 658		227 868		1 489	11 209	30 560	848 784	41 059
Résultat de l'exercice							25 675	25 675	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			4 584			11 760	-16 344	-	
Distribution de dividendes							-14 216	-14 216	
Augmentation de capital	14 216							14 216	

Incidence des réévaluations								-	
Autres variations					-77			-77	
Solde au 31.12.2022	591 874		232 452		1 412	22 969	25 675	874 382	41 059

Le capital de la CCCM s'élève à 591 873 864,00 euros entièrement souscrits.

Le capital de la CCCM est constitué au 31 décembre 2023 de 7 787 814 actions d'une valeur nominal de 76 euros.

Augmentation de capital de 142 162 56€ par émissions de 187 056 actions nouvelles, réalisée suite à la distribution du résultat 2022 en action numéraire.

Le résultat social de la CCCM au 31 décembre 2023 s'élève à 25 675 042,12€

(1) Le poste "Réserves" comprend au 31 décembre 2023 :

7 039 475,31€ de réserve légale, 222 173 563,04€ de réserves facultatives et 3 239 557,43€ de réserves diverses.

Il est proposé à l'Assemblée Générale d'affecter la somme de 48 643 601,11€ provenant du résultat pour 25 675 042,12€ et du report à nouveau pour 22 968 558,99€ de la manière suivante :

21 777 635,22	Dividendes au titre de l'exercice 2023
3 851 256,32	Affectation à la réserve Légale
23 014 709,57	Dotation au report à nouveau
48 643 601,11	Total distribuable

Note 20 - Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

(En milliers d'euros)	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	A durée indéterminée	Créances dettes rattachées	Total
Actifs							
Créances sur les établissements de crédit *	159 482	164 000	63 000			6 396	392 878
Créances sur la clientèle **	478		1 922	483		14	2 897
Obligations et autres titres à revenu fixe ***		50 007	489 969	412 412		9 494	961 882
Passifs							
Dettes envers les établissements de crédit		62 993		7 799 867		112	7 862 972
Comptes créditeurs de la clientèle	29 375						29 375
Dettes représentées par un titre							
- Titres du marché interbancaire et titres de créance négociables	103 000	184 000				6 295	293 295

* à l'exception des créances douteuses et des provisions pour dépréciation

** à l'exception des valeurs non imputées, des créances douteuses et des provisions pour dépréciation

*** exclusivement pour les titres de placement et d'investissement (hors créances douteuses)

Note 21 - Contrevalet en euros des actifs & passifs en devises

La contre-valeur en euros des actifs et passifs libellés en devises est respectivement de 1 K€ et 1 K€

Note 22 - Autres engagements de garanties donnés

Dans le cadre de ses opérations de refinancement auprès de la Banque de France, la CCCM a remis en garantie au 31-12-2023 un montant de 149 215 K€.

Note 23 - Engagements sur instruments financiers à terme

Opérations sur instruments financiers à terme (selon la notion d'opérations de couverture micro/macro et opérations de gestion position ouverte/gestion spécialisée sur les opérations fermes et conditionnelles).

(En milliers d'euros)	31.12.2023			31.12.2022		
	Couverture	Opérations de gestion	Total	Couverture	Opérations de gestion	Total
Opérations fermes						
Marchés de gré à gré						
Swaps de taux	1 655 900		1 655 900		1 006 000	1 006 000
Opérations conditionnelles	-		-	-		-
Total	1 655 900		1 655 900		1 006 000	1 006 000

Ventilation des contrats d'instruments de taux d'intérêt de gré à gré par type de portefeuille

(En milliers d'euros)	31.12.2023	Position ouverte isolée	Micro couverture	Risque global tx d'intérêt	Gestion spécialisée	Total
Opérations fermes						
Contrats d'échange			1 655 900			1 655 900
Opérations conditionnelles			-			-

(En milliers d'euros)	31.12.2022	Position ouverte isolée	Micro couverture	Risque global tx d'intérêt	Gestion spécialisée	Total
Opérations fermes						
Contrats d'échange			1 006 000			1 006 000

Opérations conditionnelles			-			-
-----------------------------------	--	--	---	--	--	---

Aucun transfert de contrats du portefeuille d'opérations de micro -couverture au portefeuille de position ouverte isolée n'a été effectué durant l'exercice 2023.

Note 24 - Ventilation des instruments à terme selon leur durée résiduelle

(En milliers d'euros) 31.12.2023	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Instruments de taux				
<i>Marchés de gré à gré</i>				
Swaps de taux	50 000	850 000	755 900	1 655 900
Instruments de change				
Autres instruments financiers à terme				
Total	50 000	850 000	755 900	1 655 900

Note 25 - Instruments financiers à terme

(En milliers d'euros)	31.12.2023		31.12.2022	
Juste valeur des instruments financiers à terme	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des instruments financiers à terme	65 824	39 306	97 115	83

Note 26 - Produits sur intérêts

(En milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
Etablissements de crédit	230 396	12 117
Clientèle	439	542
Crédit-bail et location simple	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	28 990	7 341
Autres	1 230	435
Total	261 055	20 435

Note 27 - charges sur intérêts

(En milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
Etablissements de crédit	-205 475	-4 738
Clientèle	-1 213	-115
Crédit-bail et location simple	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-11 552	-908
Autres	-499	-
Total	-218 739	-5 761

Note 28 - Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
Titres de placement	-	-
Titres de l'activité de portefeuille	-	-
Titres de participation et ATDLT	5 832	9 017
Parts dans les entreprises liées	25	2 495
Total	5 857	11 512

Note 29 – Commissions

(En milliers d'euros)	31.12.2023 Produits	31.12.2022 Produits
Opérations de trésorerie & interbancaires	10	
Opérations sur titres	-	1
Commissions sur moyens de paiement	-	-
Total	10	1

Note 30 – Commissions

(En milliers d'euros)	31.12.2023 Charges	31.12.2022 Charges
Opérations de trésorerie & interbancaires	-2	-6
Opérations avec la clientèle	-	-
Opérations sur titres	-107	-86
Prestations de services financiers		
Commissions sur moyens de paiement	-	-
Autres commissions (dont produits rétrocédés)	-	-

Total	-109	-92
--------------	-------------	------------

Note 31 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(En milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
- Sur titres de transaction	-	-
- Sur opérations de change	-	1
- Sur instruments financiers à terme	-	-
Sous-total	-	1
- Dotations pour dépréciation des instruments financiers	-	-
- Reprises sur dépréciation des instruments financiers	-	-
Total	-	1

Note 32 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
Opérations sur titres de placement	-	-
Opérations sur titres de l'activité de portefeuille	-	-
Total		

Note 33 - Autres produits d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
Produits accessoires	-	-
Transferts de charges	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	4	5
Total	4	5

Note 34 - Autres charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
Dotation nette aux provisions	-	-
Autres charges d'exploitation bancaire	-	-1
Total		-1

Note 35 - Charges de personnel

(En milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
Salaires & traitements	-745	-783
Charges sociales	-195	-188
Charges de retraite	-70	-68
Intéressement et participation des salariés	-66	-88
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	-84	-97
Dotation nette aux provisions pour retraite	-	-
Autres reprises nettes aux provisions	-9	-
Total	-1 169	-1 224

Note 36 - Coût du risque

(En milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
Dotations pour dépréciation des créances douteuses	-	-
Reprises sur dépréciation des créances douteuses	-	-
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	-	-
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	-	-
Récupérations sur créances amorties	-	-
Solde des créances		
Dotations aux provisions	-	-
Reprises de provisions	-	-
Solde des risques		
Total	-	-

Note 37 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros)	31.12.2023				Total	31.12.2022
	Effets publics & valeurs assimilées	Obligations & ATRF	Participation & ATDLT	Parts dans les entreprises liées		Total

Sur immobilisations financières						-
- Plus-values de cessions						21 694
- Moins-values de cessions					-	-43
- Dotations pour dépréciation					-	-
- Reprises sur dépréciation					-	38
Sous-total						21 689
Sur immobilisations corporelles et incorporelles						
- Plus-values de cessions						
- Moins-values de cessions						
Sous-total						
Total						21 689

Note 38 - Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
Impôt courant - Hors effet de l'intégration fiscale	-8 542	-2 547
Impôt courant - Effet de l'intégration fiscale	-	-
Total	-8 542	-2 547
Sur activités courantes	-8 542	-2 547
Sur activités courantes sur résultat antérieur	-	-
Sur éléments exceptionnels	-	-
Total	-8 542	-2 547

Note 39 - Effectifs moyens

	31.12.2023	31.12.2022
Techniciens	4	5
Cadres	6	5
Total	10	10

Note 40 - Rémunérations versées aux membres du conseil d'administration

(En milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
Montant global des rémunérations versées	-	-
Montant global des jetons de présence	-	-

Aucune avance ou rémunération n'a été versée aux membres du conseil d'administration.

Note 41 - Honoraires des Commissaires aux comptes

(En milliers d'euros) Montants hors taxes	ERNST & YOUNG et Autres		KPMG	
	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2022
Audit				
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes	48	48	46	45
- Filiales intégrées globalement	-	-	-	-
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	15	10	-	-
Sous-total	63	58	46	45
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
- Juridique, fiscal et social				
- Autres				
Sous-total				
Total	63	58	46	45

L'intégralité de cette somme correspond aux diligences menées au titre du contrôle légal des comptes annuels.

Note 42 - Avoirs déposés à la Caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs

	Nombre de comptes	Montants déposés en 2023 en euros
Comptes déposés mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier	0	0
Comptes déposés mentionnés à l'article L.312-20 du code monétaire et financier	0	0

Conformément à la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence.

Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

Nature des indications	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023
------------------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

1-Capital en fin d'exercice					
Capital social	351 922 636	359 690 140	362 657 408	577 657 608	591 873 864
Nombre d'actions ordinaires émises	4 630 561	4 732 765	4 771 808	7 600 758	7 787 814
Nombre d'actions à dividende prioritaire émises					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droits de souscription					
2- Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	26 726	15 476	22 003	31 955	266 924
Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements & provisions	17 322	5 822	11 439	33 120	34 269
Impôts sur les bénéfices	1 735	1 753	1 153	2 547	8 542
Participation des salariés due au titre de l'exercice	13	17	20	20	11
Résultat après impôts, participation, amortissements & provisions	14 796	4 038	9 848	30 560	25 675
Résultat distribué	9 818	3 418	0	14 217	0
3- Résultat par action (1)					
Résultat après impôts, participation mais avant amortissements et provisions	4,80	0,87	2,16	4,94	3,34
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	4,56	0,86	2,07	4,94	3,34
Dividende attribué à chaque action	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4- Personnel					
Effectifs moyens	12	10	10	10	10
Montant de la masse salariale	552	641	522	538	535
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, oeuvres sociales)	260	225	225	256	259

(1) Calculé sur le nombre moyen d'actions dans l'année 7 694 286,00 pour 2023

Nombre d'actions moyen pondéré // Coefficient 0,50

IV. -- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée Générale de la société Caisse Centrale du Crédit Mutuel,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Caisse Centrale du Crédit Mutuel relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Risque de valorisation des participations et autres titres détenus à long terme et des parts dans les entreprises liées

Risque identifié	Au 31 décembre 2023, les participations et autres titres détenus à long terme et les parts dans les entreprises liées s'élèvent respectivement à 153,4 M€ et 0,341 M€ et sont parmi les postes dont la valeur est matérielle au regard du bilan de votre société. Ils doivent faire l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur coût d'acquisition.
-------------------------	--

	<p>Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe aux comptes annuels, la valeur d'utilité est estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité, la perspective de rentabilité et les cours de bourse des derniers mois.</p> <p>L'estimation de la valeur d'utilité requiert l'exercice du jugement de la direction dans le choix des éléments à considérer qui peuvent correspondre selon les cas à des données historiques ou à des informations prévisionnelles.</p> <p>En raison du recours au jugement dans le choix des critères et des informations prévisionnelles retenues par la direction pour l'estimation de la valeur d'utilité, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation et des parts dans les entreprises liées constituait un point clé de notre audit.</p>
Notre réponse	<p>Pour apprécier l'estimation de la valeur d'utilité des titres de participation et des parts dans les entreprises liées, nos travaux ont consisté principalement à examiner, d'une part, la documentation des valeurs retenues par la direction et, d'autre part, l'application appropriée des méthodes d'évaluation des titres concernés.</p> <p>Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques, nos travaux ont consisté à examiner la concordance des capitaux propres retenus avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques, et à examiner la documentation des ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires à l'exception du point ci-dessous :

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Caisse Centrale du Crédit Mutuel par votre assemblée générale du 5 mai 2021 pour le cabinet KPMG S.A. et du 11 mai 2005 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2023, le cabinet KPMG S.A. était dans la troisième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la dix-neuvième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 30 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes

KPMG S.A.
Arnaud Bourdeille
Associé

ERNST & YOUNG et Autres
Vanessa Jolival
Associée

V. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au 46, rue du Bastion, 75017 Paris.